



LA FEDERATION COMMUNIQUE

RETRAITES : RETRAIT DU PROJET GOUVERNEMENTAL

PARTOUT, GRÈVES ET MANIFESTATIONS

L'intransigeance, les manœuvres et les provocations gouvernementales, affichées dans les dernières déclarations de Philippe, Premier ministre et Macron, Président de la République, prouvent l'entêtement à vouloir imposer leur objectif de casse de nos retraites coûte que coûte.

Une telle obstination confine à l'aventurisme. Ils portent l'entière responsabilité de la dégradation de la situation du pays. Alors que cette « réforme » est rejetée par l'immense majorité de la population, ils continuent, tout au service du Médef et des grands groupes de l'assurantiel.

Devant une telle situation de blocage imposée par le gouvernement et le Médef, à juste titre, quatre fédérations de la Cgt (cheminots, chimie, énergie, transports) posent des exigences incontournables.

Un tel gouvernement à la solde d'intérêts privés ne peut entendre que le rapport des forces. Déjà de nombreux conflits sont engagés dans nos professions. Le 5 décembre, nous avons recensé plus de 1 000 entreprises et de 130 à 150 000 travailleurs engagés dans des mouvements sociaux et manifestations exigeant le retrait du projet gouvernemental et la satisfaction des revendications. Les informations de la semaine passée confirment la multiplication des arrêts de travail et grèves reconductibles, manifestations de tout ordre, actions coordonnées dans tout le territoire avec d'autres professions... Les derniers recensements en notre possession s'inscrivent dans un processus d'élargissement de la mobilisation.

Notre fédération se félicite des mouvements engagés. Elle appelle l'ensemble de ses syndicats et structures professionnelles à amplifier encore les grèves et manifestations dans nos professions et ce, dès lundi matin. Elle appelle les salariés à participer massivement aux défilés organisés le 17 décembre dans l'unité.

Seule, l'action collective et déterminée fera céder ce gouvernement. Nous exigeons le retrait du texte gouvernemental de régression sociale et de casse de nos retraites.

Montreuil,
Le 15 décembre 2019